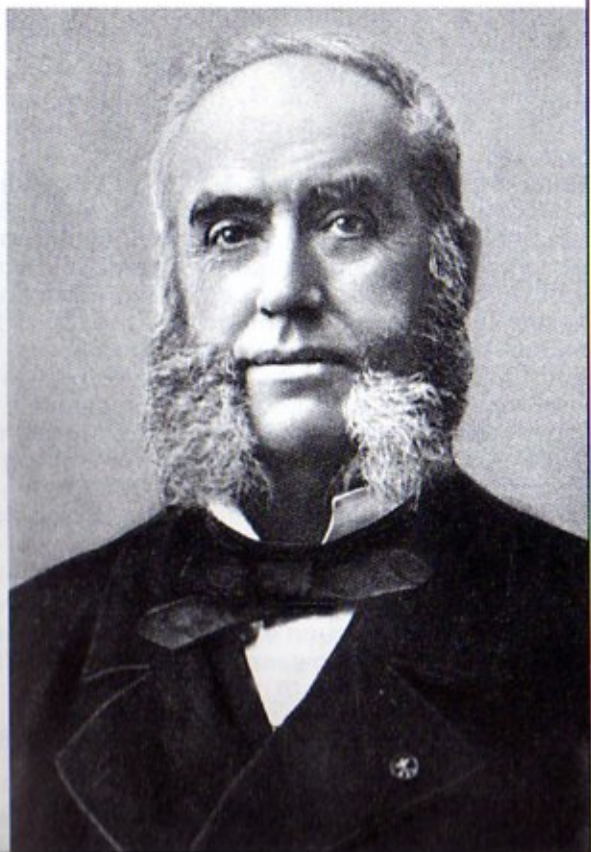


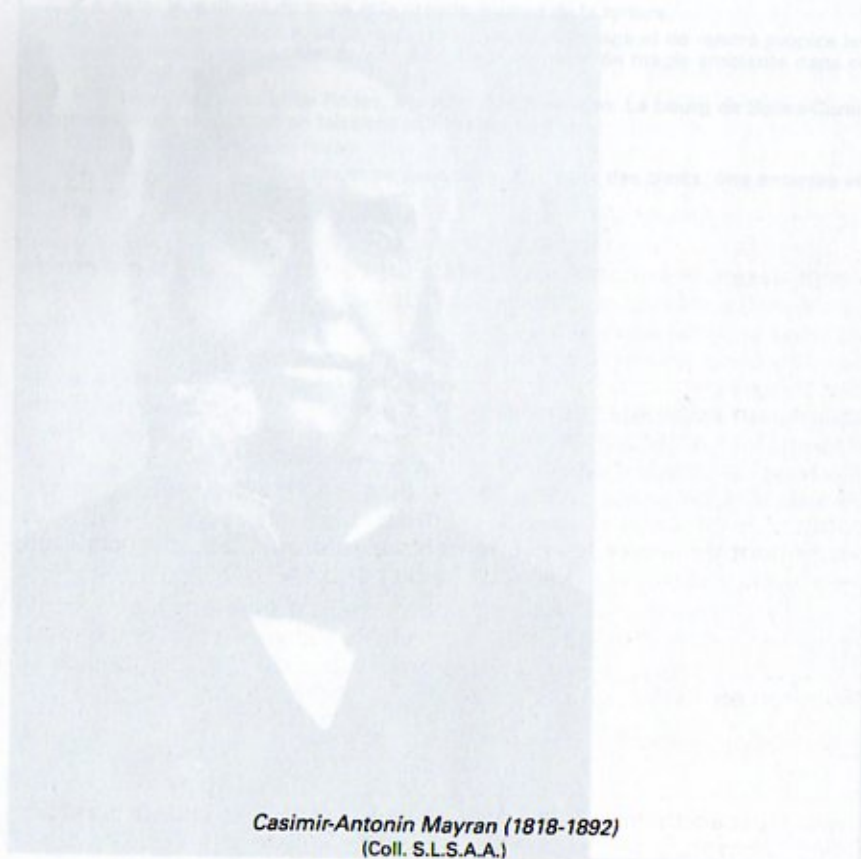
Jean LAROZE

LES AMBITIONS CONTRARIÉES DE CASIMIR MAYRAN



Jean LAROZE

Historien, spécialiste de l'histoire de Saint-Félix-de-Sorgues
et du protestantisme dans le Vabrais



Casimir-Antonin Mayran (1818-1892)
(Coll. S.L.S.A.A.)

Gabriel-Alexandre Jugla (1809-1864), lors de son décès à Saint-Félix-de-Sorgues le 26 février 1874, laissait à ses héritiers une situation financière catastrophique, mais aussi une masse considérable d'archives et de documents. Chef de Bureau influent au ministère de l'Intérieur, il était en relations avec une multitude de personnalités du Second Empire, et avait conservé pratiquement toutes les lettres qu'il avait pu recevoir durant trois décennies, aussi bien de sa famille que de ses relations ou de ses obligés. Cette documentation nous apporte un éclairage original sur les péripéties familiales de l'intéressé, mais surtout sur des aspects méconnus de la vie politique aveyronnaise. Devenu un grand ami de Casimir Mayran, alors conseiller général de l'Aveyron, Jugla a été destinataire de nombreuses correspondances de celui-ci, qui lui accordait une totale confiance, nous permettant de suivre les événements électoraux, les appréciations, les projets des protagonistes de la vie politique locale.

La biographie de Casimir Mayran reste à écrire, mais le fonds Jugla permet d'en présenter un épisode que nous croyons méconnu : le projet de Mayran d'accéder à la présidence du Conseil général de l'Aveyron en 1870.

LES PROTAGONISTES

Lorsque, dans la chaleur du mois d'août 1853, Jugla débarque à Paris, il est accueilli par celui qui deviendra son meilleur ami, Hector Collet-Meygret, alors récemment nommé au poste important de direc-

teur de la Sûreté générale. Jugla arrivait pour la première fois dans la capitale, où il disposait cependant d'un réseau de relations familiales. C'est toutefois Collet-Meygret, dont il est le "secrétaire intime", suivant l'expression de l'époque, qui l'introduira dans les milieux politiques et financiers parisiens et lui fera connaître des personnages influents de l'entourage de l'Empereur et des membres de son équipe gouvernementale. Dès 1854, il se trouve intégré à un petit groupe d'Aveyronnais fortement impliqués dans la vie politique du département, et va rapidement se constituer un redoutable trio rouergat : le député de Millau Ferdinand Calvet-Rogniat, le conseiller général d'Espalion Casimir Mayran, l'encore modeste fonctionnaire du ministère de l'Intérieur Gabriel-Alexandre Jugla. Ils constituent un solide axe nord-sud du département et, par l'articulation de leurs réseaux relationnels, vont influencer sur la vie politique départementale.

Calvet-Rogniat (1812-1875) est en 1854 le plus influent du groupe. Né à Salles-Curan en 1812, il est le fils d'un médecin déjà fort impliqué dans la politique. Par sa mère, celui qui n'est encore que Ferdinand Calvet appartient à la famille du baron Capelle, préfet sous plusieurs régimes politiques. Il s'adjoindra le patronyme de Rogniat après son adoption par sa tante Marie Rogniat, sœur d'un général d'Empire. Cette adoption assure par ailleurs sa fortune financière. Son enfance baigne dans le souvenir de l'épopée impériale et lorsque, après avoir obtenu sa licence en droit, il se lance dans la politique, il est déjà acquis aux idées du prince Louis-Napoléon, le futur empereur.

Il n'est donc pas un "Bonapartiste du lendemain", et l'on n'est pas surpris qu'il soit le candidat officiel du gouvernement lors des élections législatives de 1852. Il représentera l'Aveyron au Corps législatif jusqu'à la chute de l'Empire, en 1870.

Bien qu'ayant occupé des fonctions politiques dans l'Isère sous la monarchie de Juillet, il n'est nullement un parachuté dans son département d'origine, où il est revenu en 1851 et a été élu conseiller général. Il reste un homme de terrain en terre rouergate, mais réside en réalité à Paris. C'est à Veillac, près de Séverac-le-Château, qu'il demeure lors de ses séjours aveyronnais.

Calvet-Rogniat est un député typique du régime impérial : vieille tradition bonapartiste, grosse fortune probablement constituée sous le Premier Empire, goût de la spéculation et des affaires dans l'esprit saint-simonien de l'époque. Il est présenté comme banquier, mais il est surtout intéressé par les problèmes économiques et commerciaux : voitures de place, et surtout chemins de fer, alors en plein développement.

Malgré ses multiples activités il est loin d'être un député soliveau, se contentant de faire de la figuration dans un Corps législatif passablement bâillonné et se comportant plus en proconsul du gouvernement auprès des populations de sa circonscription qu'en représentant et porte-parole de celles-ci. Il parcourt son arrondissement,

cultive des contacts locaux, défend les intérêts de ses électeurs devant le Conseil général, qu'il préside à diverses reprises.

Mais il est vrai qu'il est surtout parisien, et tient table ouverte dans son hôtel des Champs-Élysées. C'est là qu'il reçoit ses deux amis Mayran et Jugla.

Contrairement à ce que l'on croit, la vie d'un parlementaire du Second Empire, même puissamment soutenu par le régime, n'a rien d'un long fleuve tranquille, surtout dans la seconde décennie, à partir de 1860-1861. Le gouvernement, dans le cadre de la politique de libéralisation du régime, lève largement la pression sur l'électorat et donne souvent comme directive, aux préfets, la neutralité. Si les élections de février 1852 sont pure formalité, il n'en va pas de même par la suite. En 1863, l'élection de Calvet-Rogniat est sévèrement contestée, et plus encore celle de 1869. Pour ces deux dernières, il faisait appel et appréciait le soutien de ses amis Mayran et Jugla, celui-ci très influent dans les milieux protestants du Millavois et du Vabrais.

Casimir Mayran (1818-1892) est le second pilier du petit groupe des Rouergo-Parisiens. Légèrement plus jeune que Calvet-Rogniat, il s'est enrichi dans le commerce, après avoir modestement débuté chez un de ses parents. Fortune faite et confortée probablement par mariage, il s'adonne à sa passion : la politique. Le premier échelon lui est opportunément présenté en 1853 par la démission de Frayssinous, conseiller général d'Espalion. Il est élu et c'est le début d'une très honorable carrière qui se poursuivra jusqu'en 1892.

Il réside cependant une grande partie de l'année à Paris, rue d'Anjou, dans le quartier à la mode de la Madeleine. Mais à la bonne saison ou lors des sessions du Conseil général, il reçoit et régale ses amis dans de fastueuses demeures : soit au château de Levinhac, près de Saint-Côme, où il a fait aménager une belle maison de maître (en ayant, hélas, détruit une chapelle romane...), soit à celui de Labaume, en Gévaudan, que son immense fortune lui a permis d'acquérir. Il adore les grands et solides repas de famille, auxquels sont largement conviés ses plus proches amis, et sa table est abondamment garnie de gibier, de produits du pays, de vins de qualité et d'alcools renommés. Un des familiers de ces agapes est précisément Jugla, célibataire endurci qu'il rêve de marier.

Mayran avait piétiné assez longtemps au Conseil général, mais était parvenu en 1868 à se faire élire vice-président. A cinquante ans, il n'entendait pas en rester là.

Homme de terrain encore plus que Calvet-Rogniat, Mayran est une véritable bête politique. Il sait être, malgré sa fortune et peut-être en souvenir de la modestie de ses origines, très proche de la population, très soucieux de la qualité de ses relations tant avec les notables qu'avec les petites gens. Catholique sans bigoterie, il n'adhère pas à l'anticléricalisme de Calvet-Rogniat et gardera des relations correctes bien que délicates avec le clergé et la hiérarchie lorsque l'Eglise de France tombera dans un ultramontanisme exacerbé.

Rallié pleinement au régime, propagandiste infatigable, il soigne sa propre candidature dans les scrutins électoraux mais n'hésite pas à appuyer vigoureusement celles de ses collègues : Calvet-Rogniat et Girou de Buzareingues en sont les bénéficiaires, sans toujours en témoigner beaucoup de reconnaissance, comme nous le verrons.

Dans notre trio parisien, Mayran est certainement le plus actif, le plus dynamique, le plus présent, sans doute aussi le plus désintéressé et le plus généreux. Tout le mal qu'il se donne pour défendre les positions du régime justifie ses ambitions, dans lesquelles il entraîne avec enthousiasme le troisième membre de l'équipe, Gabriel-Alexandre Jugla.

Gabriel-Alexandre Jugla (1809-1874) complète en effet la triade, et en est même un élément essentiel. Etrange personnalité que celle de Jugla, et surprenante amitié entre les deux hommes que tout paraît a priori séparer. Mayran est riche, expansif, toujours en mouvement et en représentation, volontiers ostentatoire. Jugla est pauvre – il ne parviendra jamais à se constituer vraiment un patrimoine –, d'une discrétion confinant au secret, introverti, méthodique et rigoureux (il conserve et classe non seulement les documents confidentiels, mais même les lettres familiales). Qui plus est, il est protestant ! Ce qui n'est pas toujours un atout dans la société catholique aveyronnaise, mais lui donne accès à des réseaux puissants et précieux. Dans les dernières années de l'Empire, il vit à Paris, avec sa sœur, dans un élégant immeuble du quartier Saint-Augustin, rue Lavoisier, dont Mayran est le propriétaire et qu'il lui a fait spécialement aménager.

La place de Jugla dans le trio est essentielle. Né en 1809, il est donc le plus âgé des trois amis, dont il est sinon le mentor, du moins un conseiller très écouté. Des difficultés familiales l'ont obligé d'abandonner une médiocre situation d'avocat à Saint-Affrique et d'entrer à trente et un ans dans l'administration préfectorale, par la petite porte et fort modestement. Cependant, ses supérieurs, tels les préfets Roulleaux-Dugage ou Balland, ou ses collègues, comme Collet-Meygret, prennent immédiatement conscience de sa valeur et organisent sa carrière. En 1853, il est appelé dans un service-clef du régime, la Direction de la Sûreté générale. Ses fonctions sont parfaitement adaptées à son caractère, dans un poste qui est un véritable observatoire de la vie politique nationale. Les promotions se succèdent à un rythme convenable pour le conduire en 1870 au poste de chef de Bureau du personnel, au cabinet du ministre de l'Intérieur.

On devine à quel point il pouvait être précieux pour le député de Millau comme pour l'ambitieux conseiller général d'Espalion. Mais ses relations avec Mayran ne sont pas seulement basées sur des intérêts politiques réciproques. Leur amitié est très profonde et Mayran, en particulier, est très entiché de Jugla dont il apprécie les qualités. Il fait tout pour l'attirer à Levinhac ou à Labaume, il lui fait partager le logement qu'il loue à Rodez durant les sessions du Conseil général, il s'acharne à vouloir le marier et souhaiterait le faire entrer dans sa

famille. Il en fait son confident et ne lui cache aucun secret de la vie politique aveyronnaise.

Bien entendu, Mayran et Calvet-Rogniat souhaitent introduire Jugla dans la politique et l'encouragent à se présenter aux élections cantonales de 1864. Après une campagne-éclair exemplaire, Jugla emporte le canton de Cornus. Dès le mois d'août 1865, il est élu secrétaire du Conseil général, fonction essentielle qu'il remplit avec sa rigueur coutumière et qui permet à l'imaginatif Mayran de préparer d'ambitieuses combinaisons. En 1869, l'horizon est dégagé et l'avenir semble prometteur, aux yeux de Mayran.

Cependant, comme dans le roman de Dumas nos trois mousquetaires sont ... quatre, et il n'est pas sans intérêt d'évoquer ce quatrième homme qui a joué un grand rôle dans la constitution du groupe, sans avoir jamais mis le pied en Aveyron. Il s'agit de Hector Collet-Meygret (1816-1876), un personnage trop oublié qui fut l'enfant chéri de l'entourage de Louis-Napoléon au début de l'Empire, mais ne sut pas gérer une carrière prometteuse. Le rôle de Collet-Meygret est essentiel dans la constitution du trio aveyronnais. En effet, c'est lui qui fait venir Jugla à Paris et l'introduit dans les milieux politiques. C'est encore lui qui le présente à Calvet-Rogniat qui, a son tour, le mettra en relations avec Mayran.

Calvet-Rogniat et Collet-Meygret ont des profils assez proches. Ils auraient été condisciples, sans doute à la Faculté de droit. Collet-Meygret est, en effet, docteur en médecine et, comme Calvet-Rogniat, licencié en droit. Tous deux sont issus de familles très attachées au souvenir du Premier Empire, Calvet par son oncle, Collet par son père Guillaume, Médecin principal aux Armées et secrétaire du célèbre baron Larrey. C'est dans ce milieu de jeunes gens n'ayant pas vécu la période de l'Empire mais élevés dans le culte napoléonien que Louis Napoléon recrute volontiers les cadres de son régime : Calvet s'orientera vers le Corps législatif, Collet vers l'administration préfectorale.

Collet-Meygret, s'il n'est jamais venu en Aveyron, n'en ignore pas les problèmes. Il a été sous-préfet de Béziers de 1849 à 1852. Il spéculait par ailleurs sur les entreprises minières de Graissessac et sur les chemins de fer du Languedoc. Mais il a surtout été nommé au poste particulièrement sensible de directeur de la Sûreté générale, en fait véritable ministre de la Police. C'est là qu'il installe Jugla, qui restera en place lorsque Collet-Meygret sera "débarqué" au printemps de 1857.

Proche du grand financier Mirès, ainsi que du prince Napoléon, Collet-Meygret participe régulièrement aux rencontres de notre trio rouergat qu'il fait bénéficier de précieuses informations politiques et économiques.

Les réunions régulières de nos trois amis, dans les hôtels parisiens et à cent vingt lieues de Rodez, en font une équipe informée, efficace, redoutable. Leur liaison durera une quinzaine d'années, et leur permettra soit de conserver, soit de conquérir des positions importantes dans la vie politique aveyronnaise.

UNE CONJONCTURE TROMPEUSE

La débâcle de septembre 1870 n'a, en France, d'équivalente que celle de juin 1940. Elle a été encore plus brutale et plus inattendue, car le régime de la Troisième République, à la veille du conflit, apparaissait fragile et contesté, ce qui n'était pas le cas pour celui du Second Empire.

Un régime politique contesté mais solide

Après la chute de l'Empire, l'histoire n'a voulu retenir de ses dernières années, essentiellement de 1865 à 1870, que ses faiblesses et les menaces qui pesaient sur lui. C'est accorder une trop large part à l'agitation parisienne, et faire trop peu de cas des sentiments de la France profonde, de la société rurale qui prédomine largement à l'époque. Le monde rural, même durant la phase autoritaire du régime, ne se préoccupait guère du caractère policier et dictatorial de celui-ci. Il en retenait surtout une politique de rétablissement de l'ordre social et l'incontestable prospérité qu'il avait apportée. Par ailleurs, l'Empire avait maintenu le suffrage universel, face à un Corps législatif qui, en 1850-1851, manœuvrait pour revenir à un système électoral censitaire.

A partir de 1860, Napoléon III s'engage dans une libéralisation jugée discutable et dangereuse par ses plus fidèles partisans, et qui s'exerce sur trois plans, économique, social et politique.

Sur le plan économique, la politique de libre-échange pouvait inquiéter les milieux industriels et le monde paysan. Inquiétudes infondées, car elle stimulait les échanges, le commerce, faisait baisser les prix au bénéfice des catégories sociales les plus fragiles. Sur le plan social, on doit retenir que l'Empereur favorisa la constitution de la 1^{re} Internationale, fit voter la loi sur le droit de coalition et de grève, encouragea de nombreuses œuvres sociales et caritatives. Cependant, on retient surtout la libéralisation politique, elle aussi mal accueillie par les proches du régime, et l'on oublie qu'elle a été véritablement imposée par l'Empereur.

En définitive, dans les dernières années de l'Empire apparaissent deux oppositions, complètement opposées, dont on a exagéré l'importance. La première, la plus classique, l'opposition de gauche, est républicaine, socialiste, révolutionnaire. Elle se concentre à Paris et dans les grandes métropoles, bien que se développant sur le territoire avec les progrès de l'industrialisation. Mais elle ne concerne, numériquement, qu'une faible partie de la population et de l'électorat. La seconde, de droite, est plus sournoise et plus dangereuse pour le régime : c'est celle de la hiérarchie catholique. L'Eglise avait accepté plus que souhaité le régime impérial pour se préserver des "rouges", alors même que la Révolution de 1848 n'était pas aussi anticléricale que celle de 1830. Mais cette acceptation résignée dure moins d'une décennie et, accusant le gouvernement de mener une politique anti-pontificale, elle procède à un total renversement d'attitude en 1860-

1861. Ce qui est plus grave, elle mobilise l'ensemble du clergé contre le régime. Ce revirement et cette mobilisation, pour spectaculaires qu'ils soient, ont-ils eu l'impact qu'on leur attribue ? On peut en douter, à la lumière des consultations électorales qui se succèdent au cours des dernières années de l'Empire.

Les élections législatives de mai-juin 1863, donc les premières après le revirement de l'Eglise, donnent des résultats sensiblement semblables à ceux de 1857, lorsque s'appliquait encore pleinement le système de la candidature officielle (une perte de 163 000 voix). Il est vrai que lors des législatives suivantes, en mai 1869, l'opposition se renforce en voix et en sièges. Ce résultat est considéré comme un échec du gouvernement qui dispose cependant au Corps législatif d'une confortable majorité. Ce n'est pourtant qu'un accident, dû à une conjoncture d'oppositions parfois contradictoires. Un an plus tard, le 8 mai 1870, lors du plébiscite, les réformes proposées par l'Empereur sont approuvées par 82,4 % de l'électorat. La confiance dans le régime est indubitable, autant que l'attachement à l'Empereur et à la dynastie.

Cette adhésion massive et cette cohésion nationale doivent cependant être plus fragiles qu'il ne semble, et rassurent à tort les gouvernants. Les véritables faiblesses du régime ne viennent pas d'un déficit de l'image et de la popularité de l'Empereur, elles ne sont ni politiques, ni économiques, ni même sociales, malgré un certain retour répressif. Elles tiennent à une impréparation militaire associée à une diplomatie médiocre, à la persistance d'une certaine arrogance et à une appréciation irréaliste des rapports de force internationaux. La France a les apparences de la puissance sans en détenir la réalité.

Cette situation ambiguë explique la dimension imprévue de l'effondrement du régime, et le discrédit outrancier qui l'a frappé.

Un département tenu en bonnes mains

Le trio Calvet-Rogniat - Mayran - Jugla, au tournant des années 60, est au mieux de sa forme, et tous les paramètres semblent réunis pour conforter son action.

L'acceptation du régime impérial en Aveyron est officiellement parfaite. La mise en place du régime, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, a bien suscité une opposition exagérément réprimée, mais elle a touché surtout l'ouest du département. Le plébiscite qui suivit donna 97,5 % de "oui", avec une forte participation (71 %) qui ne s'expliquent pas par les seules pressions officielles.

Mais l'on est frappé par la stabilité du personnel politique : deux des trois députés, Girou de Buzareingues et Calvet-Rogniat, seront constamment réélus ; les représentants de la troisième circonscription, successivement Auguste Nougarede et Auguste Chevalier, ne furent jamais battus et sortirent de fonction par décès. Certes, ils bénéficièrent tous trois du soutien considérable du gouvernement, mais le système de la candidature officielle s'atténua au moins pour les deux

derniers scrutins de 1863 et 1869, rendant simplement les campagnes électorales plus difficiles et plus aléatoires.

De même pour les élections au Conseil général, la pression administrative peut expliquer certains succès, mais elle ne fut pas générale, même après le 2 décembre.

Il est vrai que le pouvoir nommait aussi bien les maires que le président du Conseil général, ce qui lui permettait un contrôle efficace. Cependant, durant toute la durée de l'Empire, la présidence du Conseil général fut assurée par un député, Calvet-Rogniat ou Auguste Chevalier, et non par une personnalité étrangère à l'instance. Malgré quelques frictions, l'ensemble du système politique connut un équilibre harmonieux, et probablement réellement représentatif d'un électoralat comprenant la totalité des citoyens. Cet équilibre risquait d'être menacé sur le front religieux, le siège de Rodez étant occupé, depuis 1842, par Mgr Croizier, grand pourfendeur de l'Université et passablement légitimiste. Il engagea délibérément le clergé dans l'arène électorale en 1848, et l'extension du droit de vote à l'ensemble de la population masculine rendait redoutable et efficace l'intervention des curés.

Le nouveau régime impérial s'accommoda certes de cette situation, au moins durant la période d'entente tacite avec l'Eglise. Mais le pouvoir avait conscience des conséquences possibles d'un changement d'attitude de celle-ci. C'est pourquoi il profita du décès subit de Mgr Croizier, en avril 1855, pour mettre à la tête de l'évêché de Rodez un prélat politiquement plus proche de ses positions, Mgr Delalle. Originaire des Ardennes, il avait fait ses premières armes comme aumônier militaire et était même devenu, en 1829, chapelain des Invalides. Attiré par le journalisme, rédacteur au journal *L'Univers*, le grand organe catholique, il devint en 1852 vicaire général de l'aumônerie impériale. Par son passé, il avait une plus grande expérience des milieux militaires que de la pastorale classique, et son profil différait profondément de ceux de ses deux prédécesseurs à Rodez, Mgr Giraud et Mgr Croizier. "[Il] avait cru... que Napoléon III voulait se donner la mission de régénérer la France par le catholicisme; il porta cette illusion dans le diocèse de Rodez, et ne tarda pas à manifester ses sentiments avec un certain éclat. Son clergé lui prouva, par son attitude froide, mais respectueuse, qu'il ne partageait pas son erreur..." écrit avec élégance l'abbé Servières en 1874. Autrement dit, il fut fraîchement accueilli par ses collaborateurs à l'évêché de Rodez. Et l'accueil des desservants n'aurait pas été plus chaleureux: "...Les rapports du pasteur avec ses prêtres furent empreints d'une défiance réciproque et d'une froideur pénible, mais ces dispositions ne tardèrent pas à changer..." (*ibidem*).

Le pouvoir, cependant, avait fait un mauvais calcul. Si Mgr Delalle s'efforça de calmer les esprits dans le petit monde des curés du diocèse, s'il opéra des mutations pour casser certaines situations polémiques, s'il recommanda plus de discrétion dans les interventions sur le champ électoral, il suivit sans état d'âme les positions ultra-

montanistes de ses collègues lorsque le Saint-Siège entra en conflit avec le gouvernement de Napoléon III. A partir des années 1860-1861 les politiques doivent compter avec des curés souvent très actifs, voire agressifs, se prononçant ouvertement pour les candidats cléricaux opposés à l'Empire et affichant lourdement leur soutien au pape. Calvet-Rogniat, ferme défenseur de la politique du gouvernement, aura à souffrir de ses prises de positions qualifiées d'anticléricales.

Lors du tournant d'orientation du régime, en 1860-1861, le véritable détenteur du pouvoir en Aveyron est Calvet-Rogniat, alors député et président du Conseil général. Il fait et défait les préfets, probablement en accord avec Jugla ou Mayran. Se succèdent à la préfecture de Rodez Boby de La Chapelle (1862), Isoard (1863), de Saint-Priest (1867), Nau de Beauregard (1868). Calvet-Rogniat dispose, pour les maîtriser, de deux auxiliaires aux fonctions bien définies: à Paris, Jugla est bien placé pour sélectionner et orienter les nominations; dans l'Aveyron, Mayran, plus présent et plus disponible sur le terrain, exerce une fonction relationnelle très étudiée. Il noue d'étroites relations surtout avec Isoard et Saint-Priest, les reçoit fastueusement et familièrement dans ses résidences de Levinhac et de Labaume, se préoccupe même de faire épouser à Jugla une nièce d'Isoard. Mais toutes ces attentions s'accompagnent d'un travail d'étroite surveillance et, lors de rencontres officieuses, d'apparentes mondantités, Mayran donne ses directives qui sont le plus souvent suivies.

La fonction préfectorale reste pleine de risques, comme en fait l'expérience le préfet Isoard en 1867. Pour avoir tenu des propos imprudents, lors d'un séjour à Paris, sur un certain Amédée Giraud, ancien collègue de Jugla à la Direction de la Sûreté générale et ayant été à l'origine de la disgrâce de Collet-Meygret en 1857, Isoard est déplacé et nommé dans les Deux-Sèvres, ce qui n'est pas une promotion.

Un préfet peut aussi être muté au gré des convenances d'un politique influent, et c'est le cas de M. de Saint-Priest, successeur d'Isoard. En 1868, Calvet-Rogniat est en situation délicate, à la veille des élections législatives de 1869 qui s'annoncent difficiles. Probablement en accord avec Jugla, il provoque la permutation de Saint-Priest avec Nau de Beauregard, ami personnel de celui-ci, qui se morfond dans le Jura depuis quatorze ans. Comme pour le choix de l'évêque Delalle, celui du nouveau préfet n'apportera pas toujours les résultats escomptés. De même, les choix des sous-préfets, acteurs très importants de la vie politique locale, sont étudiés et presque décidés par notre trio parisien.

Résumons la situation en Aveyron à la fin du Second Empire, au lendemain des élections législatives du printemps 1869. Calvet-Rogniat a été réélu député dès le premier tour, mais son élection est contestée et sa réputation éclaboussée par un procès qu'il a dû soutenir dans l'Isère; il a perdu la présidence du Conseil général; il doit faire face à des problèmes de santé assez sévères.

Jugla a été brillamment élu conseiller général du canton de Cornus en 1864, et a été porté aux fonctions de secrétaire du Conseil général dès l'année suivante. Il apparaît surtout comme la personnalité que le gouvernement veut lancer dans le département, peut-être pour pallier les défaillances et un possible retrait de Calvet-Rogniat. Il dispose des congés nécessaires pour labourer le terrain départemental, et est promu chef de Bureau du personnel au cabinet du ministre de l'Intérieur, fonction essentielle dans les nominations et promotions du personnel préfectoral. De l'avis de tous ses amis, il est appelé à une grande carrière politique. "Oh ambitieux, je vous félicite bien sincèrement d'être assis sur un fauteuil d'où l'on se relève député...", lui écrit un de ses collègues.

Quant à Mayran, conseiller général depuis 1853, nommé vice-président du Conseil général en 1868, bien implanté dans son canton et sollicité par ses collègues pour participer à leurs campagnes lors des élections à la députation, jouissant d'une solide influence sur les préfets et sous-préfets, il considère à juste titre qu'il n'est pas à l'apogée de sa carrière. Au lendemain des législatives de 1869, à la veille d'un plébiscite, il réfléchit sur son avenir et échafaude projets et combinaisons à partir d'une nouvelle configuration politique.

CASIMIR MAYRAN À LA LUMIÈRE DE SES LETTRES

Le fonds Jugla contient environ cent cinquante lettres de Casimir Mayran, s'étalant de 1854 à 1871, c'est-à-dire sur presque toute la durée du Second Empire et surtout sur la totale période de leurs relations, Jugla n'étant arrivé à Paris qu'en 1853. Mais c'est surtout dans les dernières années de l'Empire que leur correspondance s'intensifie : soixante-dix-huit lettres pour les seules années 1869, 1870 et 1871.

Le projet de Mayran concernant la conquête de la présidence du Conseil général explique cette multiplication de leurs relations épistolaires.

La vie quotidienne d'un grand bourgeois

Les lettres de Mayran ou de Jugla apportent un précieux éclairage sur la vie que mènent les deux interlocuteurs, tant à Paris que dans l'Aveyron.

Le cadre de vie de Mayran est fastueux, voire même ostentatoire, aussi bien dans la capitale que dans le Rouergue. Enrichi dans le commerce (peut-être dans la vente par correspondance, ce qui serait à vérifier), il a profité des aménagements haussmanniens pour se constituer un patrimoine immobilier et possède plusieurs immeubles. Mais il semble résider rue d'Anjou, entre la Madeleine et l'élégant quartier du Faubourg Saint-Honoré. Il est au cœur du Paris impérial, à deux pas des Tuileries, du Palais-Bourbon, du Palais-Royal, près des ministères et des lieux où se gouverne la France et où se prennent les grandes décisions.

Bien intégré dans son époque, il sait être un épicurien sans tomber dans les excès de la "fête impériale". Son plus grand plaisir est de regrouper à sa table parents et cousins, en ouvrant volontiers le cercle

de famille à ses plus proches amis. Au premier rang d'entre eux, figure précisément Gabriel-Alexandre Jugla et sa sœur Camille, que la famille Mayran affectionne particulièrement. Les invitations sont fréquentes, à l'occasion des arrivées de venaisons, de gibier, de charcuterie, de bons et roboratifs produits du terroir rouergat.

La convivialité n'est pas moindre, bien au contraire, lorsque Casimir, son épouse et ses deux filles (la seconde est née en 1857) se transportent, dès le printemps, sur les bords du Lot. Mayran, grâce à de gros moyens financiers, a acheté, sur l'Aubrac, l'imposant château de La Baume, aux confins de la Lozère, de l'Aveyron et du Cantal. C'est là que la famille Mayran passe les mois les plus chauds de l'été, en altitude (plus de mille mètres) et au grand air. Mais le plus souvent elle réside plus au sud, sur les rives du Lot, à Saint-Côme-d'Olt. Mayran s'est en effet fait construire, dans un site agreste, une vaste demeure d'allure aristocratique : le château de Levinhac, qui est plutôt une vaste maison de maître. Il est à trois kilomètres d'Espalion, dont il est devenu en 1853 conseiller général, et trente-deux kilomètres de Rodez, où ses fonctions l'appellent et le retiennent souvent.

La vie agréable que l'on mène à La Baume nous est décrite par Jugla : bons repas, excursions dans la campagne lozérienne, parties de billard les jours de pluie. Les Mayran sont très accueillants et reçoivent largement ; il n'est pas rare que plusieurs dizaines de personnes soient les hôtes du généreux conseiller général : "Nous avons en ce moment à Labaume 38 personnes, principalement de la famille et quelques amis. Ah, mon cher, comme vous nous manquez !", écrit Mayran à Jugla le 15 août 1866. Les enfants raffolent de ces séjours, des promenades à dos d'ânesse et de délicieux goûters.

Mais le châtelain, s'il sait recevoir avec panache, garde des goûts simples et presque bucoliques. Ainsi, recevant le préfet Isoard à La Baume, il relate à son ami Jugla : "Avant-hier matin nous nous promenions à travers la vacherie [sic] lorsque entre une tasse de lait et un peu de pain de seigle il fut question de la succession de M^r Guiraud..." ; car il ne perd jamais de vue la conduite de ses affaires politiques.

Casimir Mayran avait reçu dans sa jeunesse l'appui de certains de ses parents, et il gardera toute sa vie un très vif esprit de famille. Il défend avec âpreté les intérêts de ses parents et sait être accrocheur et insistant, n'hésitant pas à solliciter et bousculer ceux de ses amis auxquels il prête une certaine influence : "Vous savez que lorsqu'il s'agit de mes parents et de mes amis, je m'y intéresse si ardemment que j'ai une véritable peine, lorsqu'il se manifeste même un doute sur le succès que j'ai à cœur" (lettre du 28 mai 1868).

Il arrache ainsi la nomination de son cousin et ami Affre à la présidence du tribunal d'Espalion ; il aura plus de difficultés, après la chute de l'Empire, pour obtenir la réintégration de son cousin M. Grégoire au tribunal d'Entraygues. Il se dévoue avec la même fougue pour appuyer ses propres amis ou les amis de ses amis, tel le

neveu de Jugla, Mathieu Mayneau, candidat à la justice de paix de Camarès.

La vie très active qu'il mène postule une robuste santé. Certes, il fréquente les stations thermales, Bagnols en 1861, Luchon en 1868; mais il s'agit sans doute plus de mondanités et de tourisme que de véritable thérapie. Il signale cependant des névralgies en 1866, et quelques refroidissements avec fièvre et courbatures. Il reste un infatigable voyageur.

Nous connaissons mal sa culture et ne rencontrons pas, dans son entourage, artistes ou intellectuels. Sans être aussi élégant que celui de Jugla, le style de ses lettres est correct, sans plus. Très occupé, il trouve cependant le temps d'effectuer en 1866 un voyage à Florence et en Italie, mais paraît plus intéressé par les travaux du tunnel du Mont-Cenis, alors en cours de réalisation, que par les richesses artistiques de la péninsule. Il visite pourtant Pompéi.

Le cercle de ses relations proches ne semble pas très large: Jugla et Collet-Meygret, déjà évoqués, mais aussi Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique, dont la fille vient passer des vacances à Levinhac, et les familles Marcihacy, Baduel, avec lesquelles il est ou sera apparenté. Bien qu'associé à sa démarche politique, Calvet-Rogniat ne figure pas dans le premier cercle de ses relations personnelles.

La jovialité de Mayran n'est pas moindre que sa générosité, et c'est une immense qualité pour un conseiller général. Mais les expressions de ces deux qualités ne seraient-elles pas simplement affectées, et mises au service de ses intérêts politiques? Nous ne le pensons pas et créditons Mayran d'un authentique désintéressement qui facilite ses relations avec ses électeurs. Il est à remarquer qu'il ne connaîtra jamais d'échec, et ceci nous conduit à mieux analyser le conseiller général Mayran.

Un conseiller général exemplaire

La carrière politique de Mayran est étroitement liée à l'évolution du Second Empire.

Né en 1818, Mayran n'avait que trente-quatre ans lors de la proclamation de l'Empire, en décembre 1852. S'était-il rallié au régime par peur des "rouges" comme beaucoup de bourgeois au lendemain de la révolution de 1848? Était-il déjà un partisan de Louis Bonaparte, lors de l'irruption de celui-ci sur la scène politique, comme ses amis Calvet-Rogniat ou Collet-Meygret? Nous l'ignorons, mais il est sûr qu'il avait approuvé l'ascension de Louis-Napoléon puisque, lors de sa première élection au Conseil général, le sous-préfet le présente comme "particulièrement dévoué à la personne de Sa Majesté l'Empereur".

Il semble être entré en politique discrètement, voire par accident, accédant à la représentation du canton d'Espalion en 1853 à l'occasion de la démission imprévue d'Aimable Frayssinous, légitimiste mal

à l'aise dans le système impérial. Mais nous ignorons si le virus de la politique l'a atteint subitement ou au terme d'une lente maturation. Nous pencherions pour la première hypothèse, car, en 1853, il a tout juste trente-cinq ans et a pris le temps de faire fortune.

Quelles que soient ses motivations profondes et les conditions de sa candidature, le rôle et l'appui de Calvet-Rogniat ne font aucun doute. Celui-ci, bonapartiste de la première heure, est alors député et président du Conseil général de l'Aveyron et véritable proconsul du pouvoir. C'est en 1854 que le couple Mayran - Calvet-Rogniat s'adjoint Gabriel-Antoine Jugla, fraîchement débarqué à Paris et bras droit du tout-puissant directeur de la Sûreté générale, Hector Collet-Meygret. Le trio est, dès lors, en mesure de fonctionner et joue au profit essentiel de Calvet-Rogniat: l'un de ses amis a mission de l'informer à Paris à partir des milieux policiers; l'autre se dévoue corps et âme dans l'Aveyron, court les routes, cultive les relations, cajole les préfets, contrôle les sous-préfets, suit attentivement le moindre scrutin.

On ne saurait taxer Mayran d'ambition exagérée. Il sait rester à sa place, mais occupe toute sa place dans les combinaisons politiques qui n'évoluent guère pendant l'Empire. Mais il s'avère un conseiller général exemplaire.

A ne retenir que les courriers de Mayran avec Jugla, rien de bien important ne se passe pendant les premières années de l'Empire, au moins jusqu'au début des années soixante. Et ce n'est pas un simple hasard. Jusqu'en 1860-1861, le ralliement du clergé au régime, aussi peu sincère qu'il soit, n'est pas remis en cause. Le conflit soulevé par la reconnaissance et la défense de la souveraineté du Saint-Siège sur les territoires pontificaux entraîne un brusque revirement de la hiérarchie catholique, qui s'engage dans l'opposition résolue au gouvernement impérial. Cette situation nouvelle donne des ailes aux légitimistes ou orléanistes qui se sont retirés ou, le plus souvent, se sont ralliés à contre-cœur. Ils vont entrer en action avec l'appui ouvert du clergé, dérangeant les plans du pouvoir. Et la libéralisation du régime complique encore la situation.

Dans cette conjoncture, on s'explique la réaction des partisans sincères de l'Empire, et le fait que Mayran, fidèle parmi les fidèles, se soit engagé pleinement pour défendre la personne de l'Empereur, la dynastie, le régime. Il le fera avec la plus ferme conviction et sans ménager sa peine, à partir de 1861, quand se lèvent et se précisent les menaces.

En résumé, il convient de distinguer deux phases dans la carrière politique de Mayran. Une première période, s'étalant de 1853 à 1860, est essentiellement gestionnaire, à la limite simple activité de dilettante d'un riche et jeune retraité, disponible et soucieux de jouer un rôle social. A partir de 1861, notre héros s'est en quelque sorte pris au jeu, et les circonstances vont le mettre à l'épreuve. L'activité politique devient une compétition difficile, parfois rude, relativisant la solidité

des amitiés, exigeant une méfiance constante derrière une apparente convivialité. Mayran saura s'adapter à de nouvelles règles du jeu, sans pourtant jamais trahir ni ses convictions ni ses véritables amis dont il vérifiera avec amertume qu'ils sont moins nombreux qu'il ne l'avait cru.

C'est cette seconde phase de la vie de Mayran que nous allons analyser.

Le Conseil général, sous l'Empire comme aujourd'hui, est une instance importante de nos institutions, dont le fonctionnement est peu spectaculaire. L'activité de Mayran ne diffère guère de celle de tous ses collègues, avec cependant quelques particularités. Il a un pied à Paris, l'autre dans l'Aveyron ; ses relations au niveau du pouvoir sont nombreuses et il n'a aucun scrupule à les faire jouer ; il œuvre main dans la main avec Calvet-Rogniat, alors tout puissant dans le département ; il est d'une totale loyauté à l'égard du régime et de l'Empereur ; enfin et surtout, il est riche, disponible, désintéressé, généreux et affable. Il est, en définitive, un acteur essentiel du pouvoir en terre rouergate, son représentant officieux, tout à fait dans l'esprit du régime.

Il n'en remplit pas moins avec conscience les fonctions et missions qu'implique sa position dans la structure politique, celles du conseiller général de base.

Il serait fastidieux d'énumérer les interventions de Mayran dans le domaine des prérogatives d'un Conseil général. Il ne néglige aucun secteur et s'intéresse en particulier à la vicinalité, de la route de Montagnol à celle d'Entraigues (il est vrai que dans les deux cas, ses amis sont concernés...). Il participe à l'effort du régime en faveur de l'enseignement public : grand ami de Victor Duruy, il obtient des donations de livres pour des écoles de modestes villages (Sainte-Eulalie-du-Larzac, Le Clapier en 1817). Dans le même esprit mais dans un autre domaine, celui de la sécurité, il suscite l'organisation d'une compagnie de pompiers à Saint-Côme (1869), et demande à Jugla de lui faire obtenir des casques.

Il suit des grands dossiers sensibles de l'époque, par exemple la construction de la ligne de chemin de fer traversant le département en abandonnant délibérément la desserte de Saint-Affrique : "M^r Isoard [le préfet] ignorait la délibération énergique qui a été prise par le Conseil général de l'Hérault à l'occasion de la duperie dont nous sommes l'objet de la part de la Compagnie du Midi" (1867).

Bien entendu, il n'esquive aucune servitude de représentation, comme l'inauguration du pont de Saint-Côme, et surtout les manifestations ou comices agricoles, si nombreux à l'époque, allant du Concours des Fromages en 1866 au banquet des viticulteurs en 1869.

Mais il donne toute sa mesure à l'occasion des catastrophes, naturelles ou humaines. Par deux fois, en septembre 1866 et en novembre 1868, la vallée du Lot subit de brutales inondations. Mayran est sur le terrain, organise les secours, mobilise la population, sus-

cite l'intervention du préfet. Il intervient avec la même ardeur lors de la grêle d'août 1851. Il se dépense sans compter lors d'un important incendie déclenché aux portes mêmes de son château de Levinhac (1^{er} novembre 1869) : "... Dieu, que les incendies sont poignants ! Surtout au moment où on déménage tout le matériel par toutes les issues et que femmes et enfants ne savent que s'arracher les cheveux à la vue de leurs avoirs livrés aux flammes. Moi, mon cher ami [Jugla], j'ai éprouvé des émotions d'une autre nature lorsque au premier cri d'alarme je vis arriver à Levinhac plus de 2000 personnes sans souliers, sans vestes, tant leur empressement avait été grand, et qu'en quelques minutes des hommes intrépides avaient fait sauter la toiture menacée. Je fus attendri par tout ce dévouement, et ce qui acheva mon émotion, c'est lorsque nous vîmes arriver aussi les braves gens de tout le coteau en face de Levinhac qui, sans prendre le temps de passer sur le pont de Saint-Côme, traversaient la rivière à gué. Lorsque tout danger fut passé, Levinhac présenta un aspect digne d'un beau tableau. Nous allumâmes un grand feu au milieu de la prairie pour faire sécher tous ces braves gens, huit comportes de vin, enguirlandées de tous les pains trouvés à Saint-Côme et à Espalion et de deux formes [de fromage], furent offertes. Quelques convives rentrèrent chez eux, à la vérité, avec le besoin d'éteindre leur propre incendie..."

Paternalisme et condescendance peut-être, mais sensibilité incontestable de celui qui donne cette description de l'événement.

Une autre servitude peu agréable inhérente à la fonction de conseiller général est la réponse aux nombreuses sollicitations des électeurs. Mayran s'acquitte très bien de cette ingrate mission. Il accueille avec empressement toutes les demandes mais, à vrai dire, s'implique surtout dans celles susceptibles de lui être profitables. Il appuie fermement la nomination de Dalous comme commissaire de police à Espalion, et surtout celle de son cousin Affre à la présidence du tribunal de la même localité. Souvent il adresse ses protégés ou solliciteurs à Jugla, auquel il ne se prive pas de conseiller de donner des réponses dilatoires.

Le volet politique de la carrière de Mayran

Toutes ces activités basiques d'un conseiller général ne sont pas pour Mayran les plus importantes. Il reste un acteur dynamique de la vie politique du département, et son action se développe sur divers plans.

Le premier, que nous avons déjà évoqué, concerne les relations avec le personnel administratif. Nous avons vu son attitude envers les préfets. Ses rapports avec les sous-préfets, essentiellement ceux d'Espalion, sont paradoxalement plus difficiles. Il est vrai que, malgré la connivence de son ami Jugla qui participe aux nominations, Mayran n'est pas favorisé. "Nous sommes toujours très contents de notre nouveau sous-préfet", écrit-il à Jugla, le 21 mai 1866. La lune de miel ne dure, hélas, pas et un conflit aigu surgit en 1868 entre

Mayran et le sous-préfet Calisti. Mayran s'était battu farouchement pour faire nommer à la présidence du tribunal d'Espalion son cousin Benjamin Affre. Celui-ci, avoué de profession, était aussi maire d'Espalion et, pour cause d'incompatibilité, avait dû démissionner de cette dernière fonction. Se posait alors le problème de son remplacement à un poste qui n'était pas attribué par élection, mais par nomination par le pouvoir. Le candidat de Mayran, M. Bras, déjà premier-adjoint, avait vu se dresser un compétiteur, Louis Thédénat, membre d'une famille traditionnellement ennemie de celle de Mayran depuis les Cours prévôtales de 1815 ! Thédénat avait été appuyé en sous-main par le sous-préfet Calisti, et probablement par d'autres protecteurs puissants.

Mayran avait été profondément mortifié de ne pouvoir faire nommer son candidat, mais Calisti avait été rapidement déplacé et expédié à Vouziers, dans les Ardennes. Il était difficile de l'éloigner davantage... Cependant son successeur, M. Brady, n'était pas plus efficace. Blanchi sous le harnois dans une petite sous-préfecture, Forqualquier, il avait déjà quarante-cinq ans et une santé délicate. Après deux jours passés dans sa sous-préfecture, il avait sollicité un congé de maladie et laissé pratiquement ses services et ses administrés à l'abandon.

Un autre niveau, plus sensible, des activités politiques de Mayran est celui de ses relations avec les élus, tant les parlementaires que ses collègues du Conseil général.

Mayran est de contact et de relations faciles ; il ne porte électoralement ombrage à personne ; il se consacre à son canton. S'il ne se prive pas de porter des jugements péjoratifs sur tel ou tel, il ne paraît pas être entré en conflit avec ses collègues. Il les juge en fonction de leurs seules positions idéologiques et de leur attachement au régime.

Il n'en va pas de même avec les trois parlementaires Calvet-Rogniat, Girou de Buzareingues et Auguste Chevalier, décédé en 1868, auquel succédera Pierrot dit Deseilligny, venu bousculer l'échiquier politique aveyronnais.

Curieusement le nom d'Auguste Chevalier n'apparaît pratiquement jamais dans les correspondances Mayran-Jugla, ce qui ne signifie nullement que les trois hommes ne se connaissaient ou ne se fréquentaient pas, car ils sont tous de fervents bonapartistes. Mais pour le riverain du Lot, la Basse-Marche était bien lointaine, et il n'existait aucune interférence d'intérêts politiques.

Avec Calvet-Rogniat, la situation nous est connue : pendant des années, a régné entre celui-ci et Mayran une totale solidarité, la plus complète confiance dans des relations personnelles très étroites. "Depuis trois jours j'ai été travailler les cantons de l'arrondissement de Millau qui m'avoisinent, car la candidature de M^r Calvet-Rogniat domine tout chez moi. La dignité et l'amour-propre de tous ses amis sont engagés dans cette lutte à outrance. Aussi rien ne sera négligé,

ni peines, ni sacrifices..." écrit Mayran le 26 mai 1863, à la veille d'une consultation électorale redoutée par Calvet-Rogniat en raison de la nouvelle attitude oppositionnelle du clergé (il passe injustement pour protestant et anticlérical). "La lutte que nous soutenons sera des plus vives et des plus acharnées. Le clergé et les légitimistes soulèvent ciel et terre. La question est nettement posée entre les Blancs, les Noirs et le gouvernement de l'Empereur". Telle est la juste analyse de Mayran dans la même lettre. Certes, Calvet-Rogniat sera réélu, mais son élection soulèvera de fortes contestations.

Cependant les relations entre les deux hommes vont connaître quelques nuages en 1868, lors de l'affaire de la nomination du maire d'Espalion qui avait tant mortifié Mayran. Celui-ci avait proposé un compromis consistant à substituer à Bras ou Thédénat un troisième postulant, M. Denayrouse ; mais Calvet-Rogniat, en conflit avec la famille de celui-ci, s'était opposé à la combinaison et avait imposé le choix de Thédénat. C'était un premier coup de canif dans le contrat moral qui le liait à Mayran.

Peut-être à titre de consolation, Mayran avait été proposé par le préfet à la nomination au poste de vice-président du Conseil général. "Je suis excessivement touché de la preuve de confiance et d'estime que me donne M^r de Saint-Priest en me désignant au ministre, à mon grand étonnement, pour remplacer M^r Roquette..." écrit Mayran le 12 août 1868 ; et il poursuit modestement : "Je lui en suis d'autant plus reconnaissant que je ne puis me dissimuler ... que cet honneur revenait à beaucoup de mes collègues plus méritants que moi sous tous les rapports..." Mayran est-il sincère ? C'est probable, car il avait répondu quinze jours auparavant à Monseignat qu'il n'était nullement candidat.

Aucun signe de relâchement des liens entre les deux hommes n'apparaît encore, si ce n'est que Mayran est désormais moins empressé pour répondre aux réunions préélectorales de Calvet-Rogniat. Il ne semble pas non plus qu'il ait pris une part très active à la campagne du député lors de sa difficile réélection le 24 mai 1869.

Cependant, une lettre sibylline, malheureusement non datée (probablement le printemps ou l'été 1869) évoque une démarche du ménage Calvet-Rogniat, accompagné du préfet, à Levinhac. Il y est question d'une "juste cordialité", d'une "vérité dite par quelqu'un" [mais qui ?], d'"incident aujourd'hui connu de tous le pays", et enfin que "ce qui a été trouvé énorme en certain lieu [?], c'est que vous et moi [donc Mayran et Jugla] n'ayons pas proposé et offert ce qu'on désire... et qu'on n'obtiendra pas"...

Si les relations se refroidissent avec Calvet-Rogniat, elles ne sont pas meilleures avec le troisième député, Girou de Buzareingues. Tout, pourtant, aurait dû rapprocher les deux hommes, classés bonapartistes l'un comme l'autre et remplissant des fonctions bien déterminées dans l'administration du département. Pourtant, ils se fréquentent peu, bien qu'étant relativement voisins, les châteaux de Levinhac et de Buzareingues n'étant qu'à vingtaine de kilo-

mètres. Mayran manifeste, à l'égard de Girou, une grande méfiance, à en juger par ce qu'il écrit à Jugla le 6 août 1868, à l'heure où se préparent les investitures pour les élections législatives du printemps suivant: "Si vous avez occasion de parler élections avec M^r de Saint-Paul, veuillez exprimer l'opinion à M^r le Directeur Général de ne pas s'engager à propos de M^r Girou de Buzareingues, parce que pour le faire passer il faudrait faire des efforts désespérés et violenter très inutilement de braves gens qui ne demandent pas mieux que de voter pour le candidat du gouvernement, quel qu'il soit, sauf pour M^r Girou dont ils ont par-dessus les bretelles".

Le conseil n'est pourtant pas retenu, et Mayran devra véritablement manger son chapeau: non seulement la candidature de Girou est maintenue avec l'appui de l'administration, mais plus encore celle-ci, consciente de la faiblesse du candidat, demande à Mayran d'en assurer le succès! Celui-ci s'engage sans état d'âme avec sa fougue coutumière, et dénonce violemment les opposants au régime: "Les vaincus de 1851, les représentants des anciens partis, tous ceux dont la consolidation de l'Empire ruinerait les espérances, ont compris l'importance de l'heure solennelle qui approche: ils relèvent la tête et profitent des libertés que l'Empire leur a accordées, ils s'en font une arme contre lui pour essayer de le renverser, ou tout au moins de l'ébranler". Le succès est au bout de l'effort; Mayran se prévaut d'en avoir été le principal artisan et c'est fort plausible. Girou, en effet, est un médecin parisien distingué, plus familier des expositions de peinture que des marchés de bestiaux et comices agricoles; il est de surcroît piètre orateur. En un mot, tout l'opposé de Mayran.

Il est vrai que l'élection de Girou a mobilisé de gros moyens, que Mayran détaille dans une lettre à Jugla le 29 mai, quatre jours après le scrutin:

"Par un petit mot de notre excellent ami M^r Sencier [un ancien préfet de l'Aveyron devenu haut fonctionnaire chargé des opérations électorales] j'ai été autorisé à promettre tout ce que je voudrais pour enlever l'élection Girou.

Je n'ai pas abusé de cette permission et si le chiffre de la dépense est minime, le résultat a été grand, car ce que j'ai donné s'adressait à des cordes sensibles alors surtout que, comme les gens n'ont plus confiance dans les promesses électorales, j'ai payé comptant, ce qui a ajouté à l'effet magique de la politesse. Inutile de vous dire que tout cela a été fait honorablement et à l'abri de la moindre inquiétude.

Comme vous le comprenez il me serait assez difficile de fournir un état pour chaque don. Je me contente seulement de vous indiquer par chiffres en bloc la nature des secours ou allocations:

- secours pour 17 anciens militaires de la circonscription	
à raison de 25 et 30 frs	475 frs
- pour des articles de charité, sur des chemins vicinaux	300 frs
- pour le Bureau de Bienfaisance d'Estaing	150 frs
	<u>925 frs</u>

que j'ai payés de mes deniers.

Cette élection m'a coûté 2000 frs de mon argent. En apprenant ce qui se passait, M^r Duruy a eu la bonté de mettre à ma disposition 20000 frs que j'ai distribués aux écoles, et M^r Hamine [?], une somme de 4000 frs.

C'est avec ces engins irrésistibles de guerre que je suis parvenu à retourner l'opinion publique comme une omelette et à faire passer à une immense majorité un candidat aussi impopulaire qu'achevé..."

Ainsi se déroulait en Aveyron, à la fin de l'Empire, une campagne électorale. Manifestement, Mayran était convaincu d'avoir réalisé un exploit au bénéfice d'un médiocre champion.

Mais nous voici maintenant en 1870, une des années les plus sombres de notre histoire. Pour Mayran comme pour la France les événements vont se précipiter.

LE GRAND PROJET DE CASIMIR MAYRAN

L'année 1870 est une des plus dramatiques de notre histoire nationale, et c'est dans un contexte défiant toute prévision que Casimir Mayran va estimer qu'il est à un tournant de sa carrière politique. A bien l'examiner, le projet qu'il va élaborer n'était ni absurde, ni irréaliste. Seules des circonstances tragiques l'ont fait échouer, mais il était fondé sur une logique politique que des événements extérieurs ont dérangée.

La dernière année de l'Empire est à la fois dramatique et contrastée, on pourrait presque dire cyclothymique. Pour une bonne compréhension de son déroulement, il convient d'en rappeler sommairement la chronologie.

Elle s'ouvre dans la morosité pour le pouvoir, dans un certain triomphalisme pour ses opposants de tous bords. Les gouvernants comme l'opinion sont en effet obnubilés par les résultats des élections législatives des 23 mai - 6 juin 1869, considérées comme un grave échec pour le gouvernement. Qu'en est-il réellement? Elles n'ont nullement constitué un raz-de-marée électoral, le gouvernement obtenant 60 % des suffrages. Elles se sont surtout déroulées dans des conditions très particulières. Le régime est lancé, par la seule volonté de l'Empereur et contre le sentiment de ses proches et de ses partisans, dans un processus de libéralisation. Plus encore qu'en 1863, les préfets ont reçu pour directives de respecter la neutralité, et certains préfets et sous-préfets seront même sanctionnés pour être intervenus trop ouvertement. Il n'est pas surprenant que la composition du Corps législatif se diversifie. Mais le pouvoir ne perd nullement la maîtrise de sa politique: quatre-vingt-dix élus (ou le plus souvent réélus) penchent pour le maintien de l'Empire autoritaire, cent seize députés sont vaguement libéraux mais fidèles au régime; en face d'eux, vingt-cinq républicains et cinquante royalistes constituent la nouvelle opposition. Encore faut-il retenir que les républicains sont essentiellement des élus de Paris, où l'échec du gouvernement est

patent; résultat spectaculaire pour l'opposition, mais Paris n'est pas la France entière.

Les républicains et socialistes, renforcés et encouragés par ces résultats, entretiennent l'agitation dans la capitale et les centres industriels (dont le Bassin d'Aubin et Decazeville). Cela n'empêche pas le gouvernement d'Emile Ollivier, en parfait accord avec Napoléon III, de poursuivre les grandes réformes, en particulier un projet, très moderne pour l'époque, de décentralisation administrative – on n'en est pas encore à la régionalisation.

La phase dépressive que traverse le pouvoir se dissipe en milieu d'année avec le résultat inespéré du plébiscite du 8 mai, avec 82,4 % des suffrages exprimés pour le oui. Certes, Paris a répondu négativement à une majorité de 57 %, mais la masse de l'électorat a approuvé le plan de réforme du pouvoir, et surtout montré qu'il n'existait aucune désaffection à l'égard de la personne de l'Empereur et du régime.

Cette divine surprise l'a peut-être rendu trop confiant, et la Roche Tarpéienne est près du Capitole. Par un enchaînement invraisemblable de circonstances et sous la pression d'un entourage inconséquent, Napoléon III va s'engager inconsidérément dans une guerre avec la Prusse qui plongera le pays dans le plus profond désarroi.

Une conjoncture favorable semble se présenter au début de 1870 pour Casimir Mayran, dans le contexte que nous venons d'évoquer mais dans la perspective du maintien et de l'avenir du régime impérial.

Mayran est loin d'approuver la politique de libéralisation du régime de Napoléon III. Après la publication d'une nouvelle constitution élargissant les prérogatives du Corps législatif (6 septembre 1869), il exprime une opinion très critique dans une lettre à Jugla :

"Connaissez-vous quelque chose de plus triste, au point de vue politique, que l'espèce d'embaumement de l'action gouvernementale qui se révèle partout ?

L'inquiétude générale a beau gagner les plus petits recoins de nos campagnes, nulle part on ne voit ni ne sent la main de l'Administration !! Tous les hommes hostiles se concertent et agissent au grand jour et les amis de l'Empire jouent au cheval fondu ou à cache-cache.

L'Empereur a-t-il perdu toute énergie ? Ou sous prétexte de laisser faire l'épreuve de toutes les libertés dont personne ne se préoccupait, veut-il arriver à une catastrophe ? Vous ne reconnaîtrez plus l'esprit de l'opinion publique dans l'Aveyron. L'effet produit par le retard de la réunion du Corps législatif devient de plus en plus déplorable. Personne ne se gêne pour prédire la chute prochaine de l'Empire. Partout vous entendez dire ici, comme on le dirait sur le boulevard des Italiens, que la rentrée de Rouher au pouvoir est nécessaire.

Tous ces petits nigauds qui faisaient de l'opposition à coups d'épingles et en désœuvrés prétendent aujourd'hui que l'Empereur doit reprendre tout ce qu'on a accordé sans réflexion..."

C'est manifestement un nostalgique de l'Empire autoritaire qui s'exprime, mais ces appréciations n'entament en rien la fidélité de Mayran au régime, dont il reste un inébranlable partisan et un dynamique militant. Cela le conduit à affiner ses analyses et, à leur lumière, il va sentir monter en lui de légitimes ambitions. Il connaît bien le terrain et son jugement est assez sûr.

Avant tout il se sent fort de sa popularité dans son canton et au-delà, dans le Nord-Aveyron où il dispose d'appuis qu'il croit solides. "Nous sommes arrivés hier [à Levinhac]. Notre premier repas ici a été des plus harmonieux. Nous avons reçu une charmante sérénade aux flambeaux de la Musique Espalionaie..." (lettre du 21 avril 1869). Les flonflons de la fanfare sont un véritable encens qui le grise peut-être plus que de raison.

Cependant, plus sérieusement, il n'oublie pas que dès la fin de l'année précédente, en novembre 1868, un journaliste de *L'Avenir national*, commentant un de ses discours, écrivait : "L'expression d'un pareil dévouement à la dynastie impériale ne peut émaner que d'un candidat à la députation aux prochaines élections..."

L'autosatisfaction de Mayran est surtout alimentée par le succès qu'il estime avoir obtenu dans la circonscription de Rodez, à l'occasion de l'élection de son collègue peu apprécié Girou de Buzareingues. Il est lui-même surpris de sa propre efficacité.

Un autre facteur, peut-être le plus important, est la vulnérabilité conjoncturelle des députés de l'Aveyron. Celui de Villefranche est encore mal connu, mais les deux autres sont en mauvaise position. Girou de Buzareingues ne doit d'avoir sauvé son mandat qu'à l'intervention de Mayran (du moins celui-ci en est-il convaincu...), qui le considère comme un incapable. Quant à Calvet-Rogniat, il est très ébranlé : son élection a soulevé un tollé, il sort d'un mauvais procès à Grenoble, il souffre comme l'Empereur d'une sévère gravelle. Aux yeux de Mayran, qui a pris ses distances avec lui, son avenir est compromis. Il semblerait même que le gouvernement envisage de l'écarter, et ait même prévu un successeur en la personne de Jugla.

Jugla, précisément, est devenu une carte maîtresse pour Mayran. Certains passages de lettres de celui-ci confirment qu'il est le maître d'œuvre discret du projet ou tout au moins un artisan essentiel. Mais il était passé des bureaux poussiéreux des services de police aux salons plus solennels de l'hôtel de la place Beauvau, au sein même du cabinet du ministre de l'Intérieur. Il était chargé du Bureau du personnel, participant aux choix des préfets et sous-préfets. Et il n'était un secret pour personne qu'en haut lieu, on le gardait en réserve pour occuper un poste de député, de préférence en Aveyron mais aussi bien dans un autre département. Il avait par ailleurs démontré ses

capacités au secrétariat du Conseil général, et devenait l'homme indispensable. Lorsque, en décembre 1868, Jugla, pour un problème local relativement mineur, avait menacé d'abandonner son mandat au Conseil général, ses amis Calvet-Rogniat, le préfet Nau de Beauregard et, plus que tous, Casimir Mayran étaient intervenus pour qu'il renonce à se retirer. Il est vrai qu'il n'avait pas été retenu comme candidat à la députation lors des élections de mai 1869. Il en avait probablement éprouvé quelque dépit sans rien manifester de ses sentiments, mais il n'entendait pas renoncer et attendait son heure.

S'il avait en mains de bonnes cartes, Mayran n'avait cependant pas le joker. Le joker était un nouveau venu en terre aveyronnaise, Alfred Pierrot, dit Deseilligny, un politicien de troisième type, mal perçu, mal compris, mal reçu par le personnel politique local. Il est vrai que Deseilligny n'était pas n'importe qui, et faisait figure de martien dans le milieu conformiste et traditionaliste des élus aveyronnais. A la fois neveu et gendre du tout-puissant Eugène Schneider, riche sidérurgiste et président du Corps législatif, il avait fait ses preuves auprès de son beau-père, au Creusot, à partir de 1850. Fidèle à la politique Schneider, qui ne dissociait pas l'économie de la politique, Alfred avait été maire du Creusot et conseiller général de Saône-et-Loire. En 1867, il avait été envoyé à Decazeville pour redresser une situation de faillite, et s'était immédiatement engagé dans l'action politique, avec d'immenses moyens qui n'étaient pas que financiers. Dès 1869, il avait bousculé son concurrent, le très influent Cibiel qui brigait la succession d'Auguste Chevalier, récemment décédé, et avait été élu député de l'Aveyron. Au moment où Mayran et Jugla méditaient leur grand projet, il surgissait comme une véritable tornade.

Voici le sommaire portrait que fait, de Deseilligny, Gabriel-Alexandre Jugla, le 8 janvier 1869, à l'occasion d'un déplacement à Rodez : "Notre trajet s'est effectué dans des conditions charmantes. Nous avons rencontré à Périgueux l'un des candidats à la députation dans l'arrondissement de Villefranche, M^r Deseilligny voyageant avec sa femme. Il est entré quelques temps dans notre wagon et nous avons pu causer de ce qui l'intéresse beaucoup plus que nous. Il va reprendre sa tournée électorale un moment interrompue et il devait le soir même assister à une réunion à Villefranche. Il est plein d'espoir comme le sont tous les candidats et à dire vrai il paraît qu'il gagne du terrain. C'est un homme charmant de formes, parlant sobrement mais très bien, et je comprends très bien qu'il produise une bonne impression..."

Somme toute, ce premier contact est assez positif, bien que Jugla ironise un peu sur le personnage. Cependant, cette "bonne impression" est aussi celle que fait Deseilligny sur le préfet Nau de Beauregard, ce qui aura de redoutables conséquences par la suite, car le premier deviendra vite le favori du second dans une situation électorale complexe qui ne cessera de s'embrouiller avec le temps. Mayran, de son côté, n'évoque Deseilligny que tardivement, après

une visite que lui a faite Cibiel avant les élections pour lui dénoncer le comportement de son concurrent : "Trois ou quatre grèves ont été étouffées dans ces derniers temps parce que Pierrot de Deseilligny a augmenté les ouvriers comme ils ont voulu pour se les ménager en cas d'une nouvelle élection" (celles du 24 mai à Villefranche risquaient d'être annulées). Mayran semble ne pas encore bien connaître le nouveau député. Il ne tardera pas à comprendre le danger qu'il représente au point d'évoquer "l'inférieur Pierrot".

Mais lorsque s'ouvre l'année 1870, Casimir sous-estime encore Deseilligny, et se sent de plus en plus devenir le sous-calife désirant devenir calife. C'est après le succès du plébiscite du 8 mai 1870, auquel il a considérablement contribué dans l'Aveyron, qu'il s'engage dans une stratégie de conquête de la présidence du Conseil général.

Mayran va connaître un trimestre mouvementé au lendemain du plébiscite. Des concurrents médiocres ou affaiblis, un préfet à sa botte, un allié précieux au ministère de l'Intérieur, un Conseil général renouvelé où se retrouvent la plupart de ses amis politiques : tous les ingrédients sont réunis pour l'inciter à imaginer et mettre en place une nouvelle configuration politique au bénéfice du régime, pour le plus grand bien des Aveyronnais, et répondant aux justes ambitions de Mayran et Jugla. Pour compléter l'état des lieux, il reste à dresser la liste des protagonistes, alliés, indécis ou opposants. C'est chose faite à la mi-juin 1870.

L'objectif est simple : élection de Mayran à la présidence du Conseil général, maintien de Jugla au secrétariat, dans le but de maintenir l'harmonie préexistante.

Une analyse un peu confuse mais assez fouillée de la situation est faite par Mayran dans une lettre à Jugla, datée du 16 juin. Elle est accompagnée d'une liste en trois colonnes des soutiens éventuels de conseillers généraux pour Calvet, Girou et Mayran : douze pour le premier, quatorze pour le second, dix-huit pour le troisième ; mais à ce dernier nombre Mayran croit pouvoir ajouter quatre noms de dissidents potentiels de Calvet, ce qui porterait à vingt-deux son éventuelle majorité, contre vingt pour l'ensemble des deux autres. "Je puis me tromper sur quelques noms, mais dans tous les cas je ne crois pas que nos adversaires, qui se disputeront sans s'entendre, puissent réunir un aussi compact faisceau..." A partir de cette analyse, Mayran propose une tactique : "Voyez avec M^r Delsol si le moment ne serait pas venu de jeter dans le journal un ballon d'essai pour appeler l'attention de nos collègues sur l'exclusion des trois députés à la Présidence. Beaucoup d'entre eux seront heureux de cette idée qui leur donnera une raison très honorable pour ne pas participer à une lutte irritante et les mettra à l'abri d'obsessions qu'ils prévoient et qui les inquiètent. Cette idée d'exclure nos trois représentants commence à circuler, car Azemar m'écrivait ces jours derniers que cette sage résolution de la part de quelques conseillers généraux lui avait fait d'autant plus de plaisir qu'il pensait, à en juger

par diverses impressions qu'il avait reçues, que mon nom mettrait beaucoup de monde à l'aise".

Somme toute, à deux mois de l'élection, Mayran se voit déjà l'homme providentiel, seul capable de rétablir "ce calme et cette harmonie qui jusqu'à présent avaient fait de notre Conseil général une réunion de famille...", et donc de supprimer "...les éléments de discorde [qui] viennent d'entrer dans la place..."

Le projet Mayran, publié ou non par un journal local, devient vite à Rodez un secret de polichinelle, et inspire à Deseilligny un contre-plan. Mayran en expose les grandes lignes le 22 juin :

"Il paraît que cette question défraie la conversation des habitants de Rodez. Pierrot [Deseilligny], grisé sans doute par son succès de Rignac et persuadé qu'aucun obstacle ne doit entraver son ambition éhontée, a jeté le masque, et avec un cynisme que rien n'égale dicte ses ordres à ses subalternes et à ses adhérents pour se préparer au combat du mois d'août.

L'état-major de cette petite armée a dans ses rangs et comme chef M^r de Barrau [légitimiste] qui fait manœuvrer les ficelles. Ils déclarent ouvertement qu'ils veulent surtout renverser les influences qui, d'après eux, mènent le département.

Pour arriver à ce résultat, ils forment la coalition la plus monstrueuse et dont les noms assez panachés forment une macédoine qui est surtout à l'adresse du numéro 93 (Calvet-Rogniat). D'après Azemar on ne veut pas croire généralement dans le public à notre rupture avec les Champs-Élysées [entre Mayran et Calvet-Rogniat]. On va même jusqu'à dire que ce qui se raconte à propos de la mésintelligence survenue n'est qu'un leurre, un coup monté pour surprendre les votes.

L'organisation des conspirateurs consiste à se grouper autour de Girou de Buzareingues, et Pierrot avec une naïveté charmante ne craint pas de dire ouvertement et d'écrire même qu'on fait choix de cet homme-là parce qu'on le renversera quand on voudra et qu'il s'y substituera facilement. Est-il possible... d'être aussi outrecuidant dans son impudence !"

Le plus grave est que Deseilligny a fait la conquête du préfet Nau de Beauregard, qui échappe à l'emprise de Jugla et voit d'un bon œil la "conspiration".

Ces deux lettres de Mayran campent bien les positions des deux clans qui vont entrer en lutte ouverte dans les semaines à venir. Cependant, la situation est plus complexe. Si les deux principaux adversaires sont Mayran et Jugla d'un côté, Deseilligny pour le compte de Girou de l'autre, Calvet-Rogniat n'a pas désarmé : "Je m'attends toujours à ce que quelque grande bombe soit lancée par le 93...", écrit lucidement Mayran, le 25 juin. Il ne sera pas déçu.

Si la seconde quinzaine de juin a permis la mise en place du dispositif d'attaque de chaque camp, la lutte va se développer durant les semaines suivantes, dans les pires conditions. Mayran se bat sur

deux fronts, mais de préférence contre Calvet-Rogniat, qui a tenu à son sujet des propos insultants, rapportés perfidement par Deseilligny : "Comment... un va-nus-pieds comme Mayran aurait-il le pas sur moi pour la présidence, lui que nous avons fait ce qu'il est ! Lui que pendant quinze ans nous avons traîné comme un boulet ! Ah, il songeait à sa fille pour notre fils. Jamais une pareille mésalliance ne nous a traversé l'esprit !" Mayran est vert de rage : "Je soupçonnais bien de vilains propos, mais rien d'aussi effronté et d'aussi canaille... Il faut que le veau et sa vache [Mme Calvet] soient tombés bien bas, car tout le monde me félicite de m'être retiré..." La réponse du berger à la bergère ne relève pas le niveau du débat. Calvet-Rogniat avait un procès à Grenoble, en rapport avec la succession contestée d'une vieille parente, et Mayran n'hésitait pas à utiliser pour contrer son adversaire les informations qu'il détenait : "Ce que le mémoire ne dit pas mais qui se répète ouvertement dans l'Isère et que j'ai entendu moi-même, c'est que la vieille n'aurait pas borné ses faveurs à des dons d'argent..."

Il n'est pas plus tendre avec l'autre clan, appelant Girou "Buze-Arène" ou "l'amateur de talle...", fulminant contre "les manœuvres aussi actives que souterraines qu'organise avec une rare énergie l'inférieur Pierrot... [qui] joue de tous les instruments avec une impudence révoltante et qui ne peut qu'indigner les vrais amis de notre pays et les cœurs honnêtes..."

Nous ne reviendrons pas sur la tonalité polémique de la compétition. Plus intéressante est l'attitude prêtée au groupe de Barrau, qui concentrerait ses attaques essentiellement contre Calvet-Rogniat : "On est disposé à tout sacrifier pour abattre le veau...", au point que "[le] nom de Mayran fut souvent prononcé, mais avec égard, paraît-il, et une bienveillance relative". Casimir s'illusionne peut-être, mais le comportement qu'il prête à l'influent groupe légitimiste est fort plausible. Plus encore, et presque invraisemblable, "de Balsac et de Valady se sont faits forts pour Médal !...", le plus représentatif des républicains, ancien député de 1848.

Malgré la virulence des affrontements, la situation évolue, et dans un sens défavorable à Mayran. Il écrit à Delsol le 12 juillet : "Les événements marchent à grands pas, et si le Bureau du Conseil général est nommé au scrutin [c'est-à-dire n'est pas désigné par l'administration et le gouvernement], à la tournure que prennent les choses la lutte chez nous sera aussi vive qu'acharnée. Il est aujourd'hui arrêté et certain que nos trois députés ont fusionné et qu'ils présentent une liste dont Girou est le président et dont Jugla, vous et moi sommes exclus".

Ce passage de la lettre à Delsol mérite que l'on s'y arrête. Il montre que l'opération montée par Mayran était prise au sérieux, et que l'audience et la popularité dont il aimait se prévaloir n'étaient pas simples inventions de sa part. Il montre aussi la volonté de cumul qui animait des parlementaires qui pourtant se détestaient, se brocardaient, se combattaient féroce, au moins en apparence.

Ainsi, au milieu du mois de juillet, et en prévision d'une élection (ou désignation) prévue pour le mois suivant, la situation politique s'était notablement simplifiée, le trio des députés faisant front commun d'un côté, et de l'autre Casimir Mayran s'efforçant de regrouper autour de lui un nombre non négligeable de conseillers généraux "de base" désireux de contenir les pouvoirs des premiers. Tout semble se dérouler en vase clos, autour du clocher de la cathédrale de Rodez, alors même que la France est déjà engagée dans un processus qui rendra vite dérisoires les rudes polémiques que nous venons d'évoquer.

A la mi-juillet, l'euphorie ayant suivi le succès du plébiscite est déjà dissipée, et le processus conduisant à la guerre est irrémédiablement engagé (la dépêche d'Ems est du 13 juillet). Et pendant que s'embrasaient les chancelleries de l'Europe entière, la lutte pour la présidence du Conseil général se poursuivait farouchement dans l'Aveyron ! Nous allons, pendant six semaines, assister à une véritable course électorale sur les berges d'un volcan.

Il serait cruel de décrire en parallèle les événements tragiques que traverse la France, de la mi-juillet au 4 septembre, et les péripéties du combat opposant les petits barons cantonaux aveyronnais. Wissembourg, Froeschviller, Forbach, Gravelotte, Sedan apparaissent comme des épiphénomènes sur les bords du Lot et de l'Aveyron.

Deux problèmes paraissent ici essentiels à nos protagonistes : la position de l'Evêché, le mode de désignation du bureau du Conseil général.

L'Evêché n'ignore rien des manœuvres des deux clans, mais évite de se prononcer. Il est cependant mécontent des agissements de Deseilligny qui a fait échec à son candidat à Rignac, et le vicaire général, M. Costes, écrit à un interlocuteur, qui pourrait être Mayran ou peut-être son ami et représentant Azemar, les mots suivants : "J'ai eu connaissance du complot dont vous me parlez relativement à l'élection du Président du Conseil général. M^r C. [Calvet-Rogniat] et M^r D. [Deseilligny], aujourd'hui complètement d'accord, uniraient leurs efforts pour faire nommer un soliveau [Girou de Burzeingues], qu'ils rejetteraient ensuite. Espérons que vous pourrez déjouer ce ridicule projet..." (lettre du 10 juillet).

Cette lettre met du baume au cœur de Mayran, qui semble pourtant s'affoler un peu et lance un appel à Jugla : "Tracez-moi sans perdre une minute ce que j'ai à faire, à dire ou à écrire. Notre situation dans l'Aveyron ne m'inquiète pas encore. Ce qui m'alarme, c'est qu'à Paris, au Ministère, nos députés nous feront écarter vous et moi du Bureau, si l'Empereur le nomme encore [il s'agit de Girou]. Surmontez-vous un peu, je vous en supplie, pour me dire ce qu'il faudrait faire dans la prévision de ce que je vous indique. Causez de tout cela à M^r Eriau [le Directeur de la Sûreté Générale, très influent auprès du gouvernement]..."

Le second problème est posé par le mode de désignation du président du Conseil général. Jusqu'alors, il était désigné par le gouvernement sur proposition du préfet. On connaît les préférences de celui-ci : prenant ses distances avec Jugla qui, pourtant, avait favo-

risé sa carrière, il s'était laissé séduire par Deseilligny qui, jamais avare de promesses, l'avait assuré de son soutien auprès du pouvoir ; il était acquis à la combinaison des trois députés : Girou président, Calvet vice-président, Deseilligny secrétaire. Le risque était grand, pour Mayran et Jugla, d'être sèchement écartés.

Mais dans le cadre de la libéralisation du régime, il était question de laisser les Conseils généraux désigner eux-mêmes leurs présidents. Dans ce cas, Mayran retrouvait toutes ses chances, car ses collègues ne voyaient pas avec faveur un trio parfaitement hétérogène accaparer tous les pouvoirs. Pendant quelques semaines, tous les protagonistes retiennent leur souffle dans l'attente de la formule devant être retenue, mais le cours tragique des événements ne permet pas que soit prise une décision à ce sujet.

Dans cette attente, Mayran frappe à toutes les portes. Il commet l'imprudence de solliciter l'avis, peut-être le soutien, de l'abbé Fabre, Aveyronnais résidant à Paris et familier de Calvet-Rogniat. Sans le savoir, il va tomber dans un véritable traquenard. L'abbé Fabre lui adresse en date du 13 juillet une lettre aussi habile que lénifiante qui mérite d'être retranscrite :

"...Que vous dire ? Je suis loin et peu au courant de ce qui se passe. Je n'ai que votre lettre pour m'en instruire et je craindrais que mes avis ne fussent pas bons. Ce que je vois ici, c'est qu'il y aura entente entre les trois députés au profit de Girou. M^r Deseilligny a un intérêt à cette combinaison qui lui laisserait la chance pour l'une des années suivantes. Il sera très ardent à la faire réussir par prévoyance et aussi par passion contre le parti que vous représentez [le bonapartisme]. Vous devez aussi vous attendre à toute espèce de contrariétés de sa part durant la session si vous la présidez. M^r Calvet-R. entre dans cette combinaison à contre-cœur. Il doit paraître singulier à tout le monde qu'il appuie Girou, son compétiteur perpétuel. Mais, 1° il ne veut pas engager une lutte contre vous et déclare qu'elle lui serait trop pénible ; 2° il ne peut pas s'isoler entièrement de ses collègues et doit garder ce point d'appui au moment où on l'abandonne. D'un autre côté, si je suis bien renseigné, on aurait déjà provoqué des déclarations et des adhésions qui assureraient la majorité à Girou. Je vous étonnerais peut-être si je vous signalais quelques-unes de ces adhésions.

Quoiqu'il en soit ce pauvre C.R. est malade. Il vient d'avoir une de ces coliques néphrétiques qui le font tant souffrir. Il dit que votre abandon est un des plus grands chagrins de sa vie et attribue sa crise à la peine qu'il éprouve depuis. Il va partir pour Contrexéville et je doute qu'il vienne dans l'Aveyron cette année..."

Cette lettre apaisante, dont chaque terme a dû être soigneusement pesé, a-t-elle été inspirée par Calvet-Rogniat ? Ce touchant tableau d'un Calvet malheureux, conciliant, malade, ne peut qu'api-

toyer et vise à toucher la sensibilité de Mayran, et réussit au-delà de toute espérance. "Vous avouerez-je que la maladie de M^r C. m'a attendri et qu'un moment j'ai oublié le mal qu'il m'a fait pour le plaindre..." écrit-il à Jugla le 16 juillet. Il va faire du bon abbé Fabre son principal confident, et continue bravement sa campagne en ménageant un peu son ancien compagnon Calvet-Rogniat. Il intervient en particulier sur son collègue de Saint-Sernin, Foulquier-Lavergne, qui, au mois de juin, lui a promis de voter pour lui et se dépense en sa faveur auprès des indécis: "Ma voix est à vous d'abord, et en second lieu à M^r Calvet. Je voterai sans crainte de ce dernier. Vous pourrez compter, j'espère, sur Rols et sur M^r Cabanous..." Foulquier oublie alors qu'il est aussi un obligé de Calvet, auquel il a pareillement promis sa voix.

Avec une totale confiance et une touchante naïveté, Mayran, sans doute pour prouver à l'abbé Fabre qu'il dispose de sérieux soutiens parmi ses collègues, lui communique copie de la lettre de Foulquier, et le piège se referme. Soudain, Calvet-Rogniat, qui ne doit pas être aussi moribond et découragé qu'on le croyait, intervient sèchement le 18 juillet auprès de Foulquier: "Je vous demande sans aucun détour pour qui vous serez en cas d'une lutte entre M^r Mayran et moi ou, ce qui est équivalent, entre M^r Mayran et la Députation..." Aux explications fort embarrassées de Foulquier, Calvet répond encore plus sèchement, en lui mettant sous les yeux sa propre lettre de juin: "Je ne veux entrer dans aucun détail sur la conduite de M^r Mayran à mon égard, vous la connaissez parfaitement. Il en sera du reste puni par la leçon que lui donnera le Conseil général, car nous recevons de nos collègues les meilleures assurances... Restez attaché si cela vous plaît au char de M^r Mayran dont vous vous dites l'obligé..."

Le responsable de cette embrouille, dont l'objectif réussi est de décrédibiliser Mayran, est l'abbé Fabre, qui a agi dans l'intérêt de Calvet. Mayran est assommé en apprenant cette machination, et écrit à Jugla dans les premiers jours d'août: "Je ne suis pas encore remis de l'émotion que l'abbé m'a causée et la réflexion me fait trouver plus étrange encore la conduite qu'il a tenue dans cette circonstance. J'ai lieu de soupçonner que ce n'est pas la seule indiscretion qu'il a commise..."

Jurant mais un peu tard qu'on ne l'y prendrait plus, comme le corbeau de la fable, il poursuit certes sa campagne, mais avec moins de résolution, d'autant plus que certains de ces collègues sur lesquels il comptait font défection. Lunet, par exemple, prend ses distances dès le 29 juillet: "En réponse à votre dernière et amicale communication, je viens vous dire en toute franchise qu'il me semble que l'accord imprévu [en réalité il date d'une quinzaine de jours...] qui s'est établi entre les députés dérange, dans une notable mesure, les calculs que M^r Jugla avait faits et que vous avez bien voulu me faire connaître. Des prévisions de cette nature contiennent toujours une part considérable basée sur des probabilités, plusieurs conseillers généraux réservant leur détermination jusqu'au dernier moment. Convient-il, dès lors, d'arrêter définitivement d'avance une combi-

naison quelconque? Quelques-uns de nos collègues ont émis l'opinion que le Conseil ne saurait, cette année, mieux faire que d'élire le bureau qui a siégé l'année dernière..."

Cette lettre de Lunet n'est sûrement pas la seule que reçoit Mayran, et elle est en relation avec la réaction de Calvet-Rogniat qui disposait auprès de nombreux conseillers généraux de multiples dossiers accumulés en dix-huit ans de mandat.

La fin de la campagne, au cours du mois d'août, se dissout dans le malheur de la France. La loi sur le mode d'élection des présidents de Conseils Généraux avait été votée par le Sénat, mais ne sera jamais appliquée, car tout le système institutionnel explose avec l'effroyable défaite de Sedan, la captivité et la déchéance de Napoléon III, la proclamation de la République, et surtout l'avènement d'un gouvernement provisoire qui consacra la victoire des "modérés" de toutes tendances, ceux dont le trio des députés de l'Aveyron était parfaitement représentatif.

Mayran aura "le cœur brisé", et nous ne doutons pas de sa sincérité, devant le spectacle de l'effondrement de l'Empire. Il ne renie rien de ses convictions bonapartistes à un moment où cela demande un grand courage. Il ne participera pas aux manœuvres et magouilles accompagnant la constitution des listes de candidats à la députation pour les élections précipitées du 8 février 1871. Il assure vouloir se tenir volontairement à l'écart de la politique. Nous croyons cependant que sa chevauchée électorale solitaire a entraîné son élimination.

Il ne dispose pratiquement plus des conseils ou directives de Jugla, qui a suivi le 11 septembre, devant l'avancée des Prussiens, la Délégation gouvernementale à Tours, et dont l'audience auprès du gouvernement a notablement diminué. Il mourra en 1874.

Ces élections de 1871, dans l'Aveyron, consacrent le succès du groupe informel constitué l'année précédente autour de Barrau. Elles récompensent aussi l'habileté de Deseilligny. En effet, il est le seul des trois députés de 1869 à être porté sur la liste victorieuse et à être réélu; il est le seul à poursuivre une carrière politique aussi brillante que brève. Il deviendra par deux fois ministre, mais décèdera le 17 avril 1875, à l'âge de quarante-sept ans seulement.

Calvet-Rogniat mourra au mois d'août de la même année, sans avoir pu réémerger dans la vie politique. Girou de Buzareingues en disparaît également, mais survivra jusqu'en 1891. Et l'infortuné Mayran, grâce sans doute à ses qualités relationnelles et à son opiniâtreté, sera celui qui se sortira le mieux du séisme de 1870-1871. Après un purgatoire de quelques années, il entrera en 1876 au Sénat où il siégera jusqu'à son décès, en 1892. Mais à aucun moment il ne reniera ses convictions bonapartistes.

Le lecteur peut s'interroger, sur deux plans, sur l'objectivité de cette étude, fondée essentiellement sur les correspondances de Mayran. Objectivité de celui-ci, en premier lieu, car il tend tout naturellement à se présenter sous le jour le plus avantageux; il ne cache cependant pas ses faiblesses, parfois même un certain désarroi. Objectivité ensuite du rédacteur de ces lignes, l'auteur se prenant nécessairement d'affection pour le personnage central de son étude.

Nous croyons cependant que les lettres de Mayran permettent de reconstituer une situation donnée avec une convenable objectivité. Casimir Mayran est incontestablement généreux, cordial, serviable, fidèle à ses convictions. Il est par contre à la fois orgueilleux, raisonnablement ambitieux, parfois un peu naïf, parce que trop confiant. Nous souhaitons découvrir et faire découvrir le personnage, et nous avons au moins contribué à faire connaître certaines de ces facettes.

Nous voulions aussi comprendre comment fonctionnait, sur le terrain et loin des palais nationaux, les institutions d'un régime un peu atypique qui nous paraît avoir été injustement décrié et déprécié. La campagne électorale dont nous avons suivi les péripéties a des traits archaïques, par le poids des notables, mais aussi des aspects très modernes, inhérents à l'exercice d'une démocratie encore en gestation.

On doit tirer d'un injuste oubli des figures comme celle de Casimir Mayran, et nous serions comblé si cet article pouvait être une contribution à une étude plus exhaustive sur une si passionnante et sympathique personnalité.

Jean Laroze

SOURCES

L'essentiel de cet article a été rédigé à partir de la correspondance échangée entre Casimir Mayran et Gabriel-Alexandre Jugla, entre 1854 et 1871. Ont été cependant consultés un certain nombre d'ouvrages :

- L'indispensable *Dictionnaire du Second Empire*, publié sous la direction de Jean Tulard (Editions Fayard - 1995).

- *L'Histoire du Rouergue*, publiée sous la direction d'Henri Enjalbert, Toulouse, Editions Privat, 1979.

- *Le Dictionnaire des Députés du Second Empire*, d'Eric Anceau, Editions Presses Universitaires de France, 1999.

- *Le Journal de la France et des Français (chronologie politique...)*, Edition quarto Gallimard, 2001.

- *L'Aveyron en République(s). Inventaire, repères et acteurs identifiés pour la traçabilité de la politique aveyronnaise 1800-2000*, de Roger Lajoie-Mazenc, Firmi, Roger Lajoie-Mazenc, 2000.

- *Quand le Haut-Rouergue devenait bonapartiste...* de Patrice Lesueur, Pontles-Bains, Editions Pour le Pays d'Oc, 1989.

- "Le sénateur Casimir Mayran en Lozère et au château de La Baume", de Sylvie de Las Cases, extr. d'*Etudes aveyronnaises* 1998.

On pourra aussi consulter l'ouvrage de l'auteur :

- *Saint-Félix-de-Sorgues IV - Empires, Républiques, Monarchies*, à paraître en mai 2004, disponible chez l'auteur : J. Laroze, 30, rue Boudard 34500 Béziers - Tél. 04 67 28 36 42.

Jean-Marie PÉRIÉ

MENTALITÉS ET CROYANCES RELIGIEUSES

DANS LE MILLAVOIS
ET LE SAINT-AFFRICAIN
AU XIX^e ET AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

